Les choix d'un autre modèle

Mahmoud Ourabah

Il se dégage en résumé des diagnostics sur l'économie algérienne, notamment ceux effectués dans le cadre de la récente campagne pour le rendez-vous du 17 avril, mais surtout des écrits antérieurs parus dans les médias, deux questions qui me semblent majeures : l'emploi qualifiant et la sécurité alimentaire. Si rien n'est fondamentalement effectué les toutes prochaines années, les diagnostics sur ces deux questions économiques majeures vont s'aggraver.

Notre modèle de croissance «rentier et extraverti» serait-il à bout de souffle ?

Rappelons que ce modèle de croissance repose presque exclusivement sur les recettes encaissées d'exportations de pétrole et de gaz, dont certains prédisent l'épuisement des puits dans les deux ou trois prochaines décennies. D'autres prévisions moins pessimistes existent sur les «réserves» pétrolières et gazières, ou de nouvelles découvertes toujours possibles de gisements gaziers ou pétroliers. Mais à la limite, cela ne change rien au raisonnement stratégique : si on perpétue les mêmes errements, c'est-à-dire, pour reprendre l'expression du professeur Maurice Bye, si on ne sait toujours pas bien «semer le pétrole». Si on n'a pas appris à tirer un bien meilleur profit économique, social, culturel, de ce don de la nature, pour la majorité des Algériens de plusieurs générations. Si on ne se contente pas de juste encaisser des «royalties», tout en puisant sans précaution les puits !

L'une des plus graves conséquences de la façon dont cette rente pétrolière a été gérée est l'effondrement actuel de l'économie agricole, plus précisément de la fonction nourricière de l'agriculture. La production nationale est devenue au fil des ans un appoint aux importations, au lieu que ce soit l'inverse. Bien pire, les importations inconsidérées des produits agricoles, importations facilitées par l'aisance des recettes pétrolières, notamment les semences et le bétail, ont eu des effets destructeurs du patrimoine génétique du pays, considéré dans le temps comme l'un des plus riches et des plus diversifiés de la Méditerranée.

La voie salutaire, en cette priorité de la sécurité alimentaire qui prendra, certes, du temps, doit passer par la réhabilitation des 20 à 30 zones de production de l'agriculture traditionnelle, actuellement plus ou moins abandonnée, de notre immense territoire. Agricultures diversifiées : des côtes, des montagnes, des hautes plaines, des oasis. C'est cette agriculture locale dans ces 20 à 30 zones qu'il faut réhabiliter en la modernisant, en s'appuyant sur le savoir-faire de nos paysans, ou de jeunes à inciter «au retour au travail de la terre», avec des nouveaux savoir-faire et métiers de l'agriculture, appuyés par un encadrement technique et organisationnel adéquat, à la hauteur des enjeux. Chaque zone doit viser sa propre autosuffisance alimentaire et dégager progressivement des surplus pour couvrir au mieux les besoins de tout le pays. C'est la leçon qui est tirée au niveau mondial des programmes de lutte contre la faim, après les outrances et les échecs des politiques de l'industrialisation de la production agricole mondiale («révolution dite verte» à coups d'engrais et de pesticides néfastes pour l'environnement). Il est recommandé de revenir, en la modernisant «raisonnablement», à «l'agriculture paysanne».

Gouverner, a-t-on dit, c'est choisir. Certains, les prédateurs et les paresseux, veulent coûte que coûte choisir de pérenniser chez nous ce «modèle de croissance extraverti et rentier», qui a été si dévastateur dans bien des domaines, avec les promesses d'exploitation dans le Sahara des gisements de gaz de schiste, dont on nous apprend, pour nous allécher, que le sous-sol algérien recèle de grandes potentialités, parmi les plus élevées du monde. Et l'on nous rassure sur les expérimentions des technologies connues pour extraire ces ressources en gaz piégées dans des roches profondes, qui sont interdites dans beaucoup de pays, à cause de leur dangerosité. Notamment leur impact désastreux sur la ressource naturelle la plus précieuse, l'eau. Ces technologies seraient tolérables dans le Sahara ! Le Sahara est, pourtant, en proie au stress hydrique le plus sévère au monde. Mais c'est vrai aussi qu'il est si peu peuplé ! Quoi qu'il en soit, ce débat autour de la dangerosité de l'exploitation du gaz de schiste mérite d'être sérieusement organisé comme un débat national hautement stratégique, éclairé par nos chercheurs et spécialistes de beaucoup de disciplines en sciences physiques et en sciences humaines, et non juste laissé aux conclusions de «spécialistes» sectoriels, pétroliers ou gaziers. Au nom du principe élémentaire qu'on ne peut «être juge et partie».

L'autre conséquence très grave, et sans aucun doute la plus grave de ce modèle «rentier et extraverti», porte sur la valorisation de notre «capital humain». Le peu de la valorisation de la ressource humaine. Voir les classements internationaux sur le «développement humain» qui nous situent depuis longtemps à la traîne. Le grand paradoxe est que la «rente» aura atteint, avec un baril de pétrole à 100-110 dollars, 60 à 70 milliards de dollars de recettes des exportations par an, et une réserve monétaire en devises équivalant à 3 ou 4 ans d'importations tous azimuts, alors que nos universités et centres de recherche végètent misérablement.

Il n'est pas étonnant qu'avec cette mauvaise gouvernance des ressources naturelles guidée surtout par la recherche du profit financier immédiat, la ressource humaine soit bien négligée. Certes le nombre des universités et des centres d'éducation est important (bientôt 1,5 million d'étudiants) mais ne débouche que sur un chômage massif des jeunes, diplômés ou non. C'est une réalité que les statistiques conventionnelles reflètent très mal. Pourquoi ce paradoxe apparent ? Par illustration, le «taux de chômage» qui «a été ramené, nous dit-on, de 20,25% à 9% !» en quelques années est un résultat en trompe-l'œil, parce que ces statistiques agrègent les occupations des activités de ce fourre-tout du secteur dit informel, lequel abrite la grande majorité de «la population dite active» (voir définition plus bas[1], avec les emplois de l'économie productive. Ce «taux de chômage» ramené en quelques décennies à un taux apparemment acceptable aurait été par ailleurs obtenu grâce à ce qu'on appelle le «traitement social du chômage».

Un «traitement social» est par définition provisoire, et/ou touchant une partie de «la population active», celle que la croissance économique globale n'arrive pas à toucher directement, aisément. Il ne saurait tenir lieu d'une politique nationale active de l'emploi. C'est un traitement conjoncturel, en attendant que la croissance économique crée de vrais emplois en quantité suffisante. Est-ce le cas chez nous ? Non ! Parce que notre modèle de croissance tiré essentiellement par les activités d'extraction-exportation des hydrocarbures est très peu directement créateur d'emplois. Le taux de croissance économique n'a pas ici d'impact direct sur la création d'emplois. Si ces activités minières d'extraction des hydrocarbures contribuent à 97/98% des exportations et à 40/50% du PIB, elles ne contribuent qu'à 2 à 3% de l'emploi global. D'un autre côté, la panoplie des instruments de ce «traitement social» (Ansej, Cnac, etc.) sur le modèle expérimenté dans certains pays développés, malgré toute sa «générosité» (subventions budgétaires), n'est pas une solution durable, soutenable. C'est bien évident, compte tenu de l'ampleur de la demande des jeunes générations qui arrivent annuellement à l'âge[2] du travail, le plus souvent sans aucune formation professionnelle (autour de 1 million par an, actuellement, nombre en croissance encore très rapide les prochaines années, voire les prochaines décennies, du fait structurel de la «pyramide démographique», ou de la jeunesse de la population !). Par ailleurs la manière avec laquelle ce dispositif du traitement du chômage est réellement mis en œuvre comporte de nombreuses déviances bien connues qui font réclamer un bilan, lequel se fait bien attendre. Mais il faut surtout s'interroger sur l'efficacité du choix d'un tel système de traitement du chômage, eu égard aux structures actuelles de la démographie et de l'économie algérienne, mais aussi à ses potentialités de développement. Si toutefois on veut réellement le développement, c'est-à-dire se dégager un peu des pratiques du «courtermisme» ; et qu'on dispose d'un plan à long terme crédible pour le cibler effectivement et le concrétiser par étapes.

Durant la «transition» qui s'ouvre en Algérie, les gens de bonne volonté, c'est-à-dire ceux qui sont surtout motivés par l'intérêt général, sinon «des hommes nouveaux», auront à cœur de concevoir puis de mettre en œuvre des politiques susceptibles d'inverser ces tendances qui nous conduisent dans le mur : le tout-pétrole et les comportements passifs de rentier, fortement incitatifs eux-mêmes de la prédation qui fait des ravages dans notre corps social. «Les hommes nouveaux», qu'est-ce à dire ? C'est une réminiscence de l'histoire de Rome : des hommes nouveaux, des «homini novæ», étaient attendus à chaque grande crise ; ils surgissaient précisément de la crise elle-même, en étant capables de la résoudre.

Une transition pour aller où ?

Un «vétéran»[3] comme moi ne peut qu'esquisser, ici, à très grands traits ces solutions de «sortie de crise». Car il ne suffit pas de dresser des constats, beaucoup le font régulièrement. Il convient aussi de faire œuvre d'imagination pour indiquer les pistes à suivre, souhaitables mais praticables, pour nous éviter le pire, c'est-à-dire encore les effets néfastes de la «dictature du statu quo». La première piste qui s'impose est celle de choisir de consacrer le maximum possible de ressources pour l'investir dans le «capital humain». Cette haute priorité se dégage de la leçon qu'on peut tirer de 50 ans de tentatives de développement, ou de gestion économique globale du pays, depuis l'indépendance. L'émergence de la capacité nationale de réaliser une économie moderne et performante n'a pas émergé suffisamment, à hauteur de l'ampleur des défis et besoins de la construction d'une économie et d'une société moderne, d'un vaste pays, le plus grand du continent, et d'une population de bientôt 50 millions à l'horizon 2030, à insérer dans une économie internationale qui se «globalise» ; économie universelle qui se globalise qualifiée «d'économie de la connaissance». Précisément par ce que le «capital humain» y joue un rôle autant sinon plus que le «capital matériel» ou le «capital argent». Lisons encore les statistiques pour illustrer ce fait de la faible capacité nationale de réaliser. Le «taux de participation» de la population active au PIB est, selon l'ONS, de 39/40% en 2013, à comparer aux 65/70% atteints dans les pays développés. C'est un indicateur qui nous permet globalement de mesurer cette capacité nationale de réaliser. En réalité, ce taux de participation des «actifs» à la création de la richesse économique du pays est très biaisé chez nous, par ce que ce taux de 40% englobe les «actifs» de l'informel, lesquels pour la plupart s'activent pour survivre dans ce secteur informel, plus qu'ils ne créent de réelle valeur ajoutée économique. C'est sans doute juste 10 à 15% des actifs, grand maximum, qui contribuent peu ou prou à créer de la valeur ajoutée économique, selon mon estimation (très pifométrique) et selon ma lecture propre des statistiques conventionnelles. Ce taux de participation réelle à la création de la richesse économique est beaucoup trop faible. Il ne faut pas non plus se tromper sur le fait qu'une très faible minorité, au sein de cet immense «secteur informel», qui abrite chez nous la grande majorité de la «population dite active», dégage des profits monétaires, qui peuvent même être très impressionnants. Cette observation ne doit pas faire illusion. «Faire de l'argent» (make money) ne doit pas être confondu avec une politique de développement. Malgré les apparences, il ne s'agit pas ici de morale, mais d'un raisonnement stratégique. Il convient d'élargir considérablement les acteurs, les femmes et les hommes, qui contribuent réellement à la création des richesses économiques. Dépasser très sensiblement ce faible «taux de participation» de 10 à 15% — en chiffres absolus que j'estime autour de 1 million pour une population active totale de 12 millions en 2013 et de près de 40 millions de la population totale.

Ces acteurs réels de l'économie moderne qui soient à mêmes par leur travail et leur créativité propres de créer des richesses économiques et de démultiplier durablement les emplois. C'est une dynamique autocentrée de développement, interne au pays, qui doit le permettre, et qu'il faut chercher à obtenir, pour qu'elle puisse être durable, socialement utile, économiquement efficace. C'est une «élite professionnelle», en nombre suffisant pour atteindre une économie d'échelle, un palier, afin d'avoir des effets significatifs, qu'il convient de promouvoir sérieusement, avec volontarisme, afin de démultiplier la richesse économique du pays ; en effet, il faut insister sur cette «économie d'échelle», car «un individu seul ne peut enrichir l'assemblée...» dit le proverbe. Ou autre proverbe, une hirondelle ne fait pas le printemps.

Comment élargir les créateurs de richesses économiques en nombre suffisant ?

Au lendemain de l'indépendance, nous pensions que c'était déjà une bien lourde tâche de scolariser toutes les filles et tous les garçons, pour qu'en plus, il faille envoyer leurs parents à l'«école du soir».

Ce programme de «formation continue» financé par l'Etat visant à toucher le plus grand nombre doit pouvoir répandre aussi l'esprit citoyen ; afin de responsabiliser tout un chacun, apprendre à chaque Algérien de savoir se prendre en charge lui-même. Commencer à inverser la très forte tendance actuelle, qui mine toute la société, à tout attendre de l'Etat, et tout de suite !

La première piste qui s'impose est celle de choisir de consacrer le maximum possible de ressources pour l'investir dans le «capital humain». Cette haute priorité se dégage de la leçon qu'on peut tirer de 50 ans de tentatives de développement, ou de gestion économique globale du pays, depuis l'indépendance.